

JOURNAL D'OPINION

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT
Roubaix-Tourcoing: Trois mois, 12 fr. 50. — Six mois, 22 fr. — Un an, 50 fr.

REDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17

ABONNEMENTS ET ANNONCES
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.

ROUBAIX, LE 21 JUIN 1885

LA CRISE MINISTÉRIELLE EN ANGLETERRE

Il y a un accord dans la formation du nouveau ministère anglais. M. Gladstone, qui ne veut pas garder le pouvoir, ne veut pas s'engager à rendre la vie possible à son successeur. On comprend le sentiment auquel il obéit, il est fort humain; mais si les pourparlers se prolongent entre les deux camps, par l'intermédiaire de la reine, l'opinion publique trouvera bientôt que c'est assez longtemps laisser le pays sans gouvernement.

Orient, c'est d'abord que la division est plus grande que jamais parmi les républicains, membres du Parlement; ensuite que si les opportunistes sont impuissants à organiser un comité d'action, à formuler un programme en vue des prochaines élections, les radicaux ne sont pas moins pour rédiger un programme de gouvernement et que, de plus, ils sont en désaccord sur plusieurs points de leurs revendications. Ainsi, sur les 68 membres présents seulement à la réunion de la salle du Grand-Orient, alors que 115 avaient été convoqués par lettre, 16 ont refusé de signer le programme de M. Clémenceau, et des objections ont été faites, notamment au sujet de la condamnation des expéditions lointaines et de la séparation de l'Église et de l'État, qui, témoignage, au besoin, des dissidences existant même entre les députés qui ont rédigé le programme.

Le moment où ces lettres se réduisaient au nombre de deux, et ils ont fait publier, par un feuillet républicain d'Abeville, une petite note dans laquelle la famille de l'amiral Courbet affirmait n'avoir pas livré la correspondance de l'illustre mort. Malheureusement pour eux, les journaux opportunistes ont oublié que l'amiral écrivait invariablement moins à sa famille qu'à ses amis, par la bonne raison que ses amis étaient beaucoup plus en communion politique avec lui que ses propres parents. C'est pourquoi les deux lettres qu'on avait essayé de contester étaient adressées à deux amis.

Le demandeur des journaux veut prendre que ma santé est ébranlée et que je demande à rester. A. COURBET. 15 septembre 1884. Pendant les vingt jours qui ont suivi cette dernière date, les Chinois ont accompli des prodiges d'activité et d'habileté. Après l'affaire de Lang-Son, il n'y avait qu'à bombarder les ports de la Chine, détruire ses bâtiments de guerre sans autre forme de procès. Au lieu de cela, on a diplomatiquement rediplômatisé, en quelques semaines, nos finances, notre honneur!

Paris, 20 juillet. — Conformément au vote du groupe agricole de la Chambre, le gouvernement nommera une commission extra-parlementaire chargée d'examiner la question du vinage et d'étudier le règlement d'administration publique, conséquences de la loi sur les sucres. La grève de St-Dié. Saint-Dié, 20 juin. — Cinquante-deux ouvriers bonnetiers travaillant dans l'usine de la Gère, 17 à 20 grévistes qui ont occupé les conditions patrons. Les 32 autres sont des ouvriers nouvellement engagés. La grève continue sans incident dans les ateliers de M. Duffin. Double condamnation à mort. Paris, 20 juin. — La cour d'assises de la Seine a rendu aujourd'hui son arrêt dans l'affaire de l'assassinat de la rue d'Angoulême à Paris. Gastier et Mayer ont été condamnés à mort. Gaullier a été acquitté.

Paris, 20 juin. — La cour d'assises de la Seine a rendu aujourd'hui son arrêt dans l'affaire de l'assassinat de la rue d'Angoulême à Paris. Gastier et Mayer ont été condamnés à mort. Gaullier a été acquitté. Rome, 21 juin. — La suite de la lettre du pape à Mgr Gibaudi, le cardinal Pitra a envoyé au pape une lettre de rétraction complète, protestant une soumission absolue aux volontés pontificales. La crise ministérielle en Italie. Rome, 20 juin. — M. Biancheri refuse de composer un cabinet. D'autre part, M. Depretis insiste sur la nécessité où il se trouve de prendre le rap.

PLUS DE PRÊTRES

La Chambre a repoussé, avant-hier, un amendement de Mgr Freppel tendant à exempter de mesures vexatoires les réserves, les ministres des cultes reconnus par l'État. Aux termes de l'article 4 du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, les curés, desservants, vicaires, aumôniers des lycées et autres établissements publics, font partie, pendant six ans, de la réserve de l'armée active, et sont, par conséquent, assujettis à deux périodes de manœuvres de quatre semaines chacune.

L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI

Le grand argument des révolutionnaires d'en bas et d'en haut, ceux du ruisseau et ceux du ministère, pour interdire les processions religieuses, c'est que ces manifestations, outre qu'elles encombrant la voie publique, froissent la liberté de conscience des libres-penseurs. Or, trois jours de suite, à Paris, la circulation a été interdite dans des quartiers entiers par des cortèges mille fois plus nombreux, plus encombrants que la plus grande des processions.

L'AMIRAL COURBET ET M. JULES FERRY

Bayard, 9 novembre 1883. Nous sommes dans un pétrin dont les renforts annoncés ne suffiront peut-être pas à nous tirer. Les Chinois nous ont déjà envahis sur un territoire que le traité de Hné a pu nous donner, et le gouvernement n'a pas l'énergie de la leur déclarer, de bombarder ses ports, de ruiner sa marine. C'est l'honneur moyen d'un chef d'État, de ne pas être un pauvre homme, de ne pas être un pauvre diplomate. Triste pays que le nôtre, où il faut consacrer une Chambre en vacances pour prendre un parti dans des circonstances difficiles. Le gouvernement a un tort de ne pas le faire, et de laisser le peuple demander une ligne de conduite. Ses incertitudes, ses hésitations, ruinent notre prestige et doublent l'indignation de nos ennemis. A. COURBET. Bayard, 24 février 1884. Au nom du peuple français, et par la volonté nationale, sans aucun doute, j'ai dû remettre au général Mililot le commandement en chef du corps expéditionnaire.

ONZE CONDAMNÉS À MORT

La plupart de nos industries végètent; une seule est florissante: — celle des assassins. Jamais elle n'avait pris un tel essor. Jusqu'en 1870, le chiffre des crimes s'abaissait d'année en année. Depuis l'avènement de la République, le crime a constamment augmenté de régularité. Le Voltaire nous apprend qu'il y a, en ce moment, onze condamnés à mort attendant que leur sort soit fixé. Le flot du crime monte, monte toujours; s'écriait récemment la République française elle-même. Comment arrêter cette crue menaçante? Ne pourrait-on du moins l'essayer, en recherchant les moyens? Y a-t-il donc, pour la population, une question plus intéressante que celle qui nous concerne officiellement posée, que nos mandataires et nos gouvernants, las d'épurer, de laisser jusqu'aux murs de nos rues, daignent s'en occuper, examinons-la pour notre compte.

NOUVELLES DU JOUR

Le manifeste de l'extrême gauche. Paris, 21 juin. — Le texte du manifeste de l'extrême gauche, qui a été adopté, hier, à la salle du Grand-Orient, est conforme aux indications déjà publiées par les journaux. Le colonel Herberinger. Marseille, 20 juin, J. B. 30. — Le colonel Herberinger a saisi hier notre gare; il a été salué par un nombre d'habitants de notre pays. Un journal parisien qui donnait son portrait, a dit en souriant: « J'ai bien changé depuis ». Le colonel est reparti le soir. Le même train avait amené 140 hommes d'intanterie de marine, auxquels une dame anonyme a distribué 500 fr. environ. La taxe des lettres. Paris, 20 juin. — Le Journal de Saône-et-Loire dit que M. Sarrien, ministre des postes et télégraphes, étudie un projet d'abaissement à 10 centimes de la taxe des lettres.

REVIEW DE LA PRESSE

Les journaux républicains opportunistes ont été abasourdis et rétrogrades par la publication de quelques lettres de l'amiral Courbet, lettres que nous avons reproduites et qui établissent, de la manière la moins discutée, que c'était avec un sentiment de patriotique répugnance que ce vaillant homme de guerre obéissait aux instructions imbeciles qui lui venaient de la part des ministres de la République. Ils ont essayé un instant d'enrayer l'authenticité des lettres, croyant la chose relativement facile, mais ils ont été démentis par la publication de l'original.

LES RÉUNIONS DE LA GAUCHE

On nous écrit de Paris: Ce qui ressort des réunions tenues hier chez M. Scheurer-Kestner et dans la salle du Grand-

Le débat s'est engagé sur les deux points suivants: 1° Y a-t-il lieu de former un comité composé de républicains des deux Chambres, ce comité ayant en vue non pas la désignation du patronage des candidats, mais l'affirmation de la République, d'une politique républicaine et résolvant progressive? 2° Comment déterminer la composition du comité? Après une discussion, à laquelle ont pris part MM. Corbois, Barne, Perrot, Testelin et Léon Renault, la formation d'un comité et l'élaboration d'un manifeste simplement politique ont été décidées.

Le centre gauche s'est réuni sous la présidence de M. Lénol. La réunion était peu nombreuse et la séance a été courte. Le groupe a décidé qu'il répondrait à l'appel conciliateur des autres groupes républicains du Sénat et de la Chambre.

Le groupe a décidé qu'il répondrait à l'appel conciliateur des autres groupes républicains du Sénat et de la Chambre. Le chargé sur bureau, composé de MM. Lénol, président, Damphrot et de Saint-Pierre, vice-président, Huguin, secrétaire, et de M. Denis, secrétaire, se sont adressés au groupe.

Le centre gauche s'est réuni sous la présidence de M. Lénol. La réunion était peu nombreuse et la séance a été courte. Le groupe a décidé qu'il répondrait à l'appel conciliateur des autres groupes républicains du Sénat et de la Chambre.

Le groupe a décidé qu'il répondrait à l'appel conciliateur des autres groupes républicains du Sénat et de la Chambre. Le chargé sur bureau, composé de MM. Lénol, président, Damphrot et de Saint-Pierre, vice-président, Huguin, secrétaire, et de M. Denis, secrétaire, se sont adressés au groupe.